



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ÉDITION NOVEMBRE 2016

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,3 % de la population active au T2 2016. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,3 point. Fin septembre 2016, le département compte 69 250 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une hausse de 0,1 % par rapport à fin juin 2016 (+ 99 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 100 090, en hausse de 1,5 % par rapport à fin juin 2016 (+1 443 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 50 370 (+1,4 % par rapport à fin juin 2016, soit + 709 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 49 720 (+1,5 % par rapport à fin juin 2016, soit + 734 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 11 110 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (+0,8 % par rapport à fin juin 2016, soit + 84 demandeurs d'emploi) et 27 390 séniors de 50 ans et plus (+1,6 % par rapport à fin juin 2016, soit + 432 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 39 640, en hausse de 1,2 % par rapport à fin juin 2016 (+ 468 demandeurs d'emploi).

A la fin du T2 2016, les Alpes-Maritimes comptent 263 338 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs, soit 1 202 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,5 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 257 167 (+0,4 %, soit +1 022 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 6 171 (+3,0 %, soit + 180 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 31 350 emplois salariés marchands y compris intérim, en baisse de 253 par rapport à la fin du trimestre précédent (-0,8 %) : -282 emplois hors intérim et +29 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés marchands y compris intérim s'établit à 23 138, en hausse de 46 (+0,2 %) : +134 emplois hors intérim et -88 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 208 528, en hausse de 1 339 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,6 %) : +1 170 emplois hors intérim et +169 emplois intérimaires.

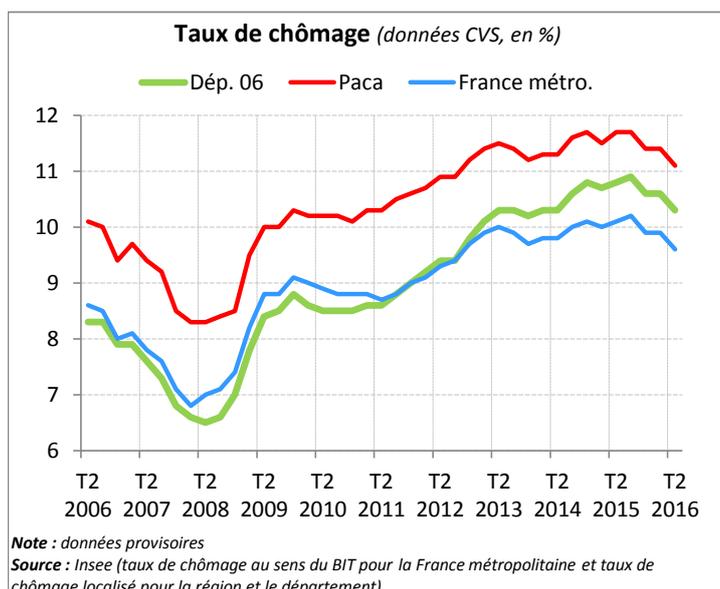
Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 1 139 CUI et 186 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T2 2016 (soit respectivement - 14 et - 14 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T2 2016, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 3 704 bénéficiaires de CUI et 1 349 bénéficiaires d'emplois d'avenir (respectivement + 294 et + 29 qu'un an plus tôt). Par ailleurs, 56 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T2 2016, soit 16 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente, ce qui porte à 594 le nombre de contrats encore en cours à la fin du T2 2016 (291 de plus sur un an). Enfin, durant la campagne de juin 2016 à août 2016, le département enregistre 676 contrats d'apprentissage, soit 152 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage et demande d'emploi (données CVS)					
Taux de chômage	10,3 %	T2 2016	-0,3 pt	T1 2016	Insee
Demandeurs d'emploi de catégorie A	69 250	Fin septembre 2016	+ 99	Fin juin 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	36 220	Fin septembre 2016	- 94	Fin juin 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	33 030	Fin septembre 2016	+ 192	Fin juin 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	7 940	Fin septembre 2016	- 98	Fin juin 2016	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	19 750	Fin septembre 2016	+ 163	Fin juin 2016	Pôle emploi, Dares
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C	100 090	Fin septembre 2016	+1 443	Fin juin 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	50 370	Fin septembre 2016	+ 709	Fin juin 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	49 720	Fin septembre 2016	+ 734	Fin juin 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	11 110	Fin septembre 2016	+ 84	Fin juin 2016	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	27 390	Fin septembre 2016	+ 432	Fin juin 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	39 640	Fin septembre 2016	+ 468	Fin juin 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	20 440	Fin septembre 2016	+ 471	Fin juin 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Entrées</i>	32 710	T3 2016	-1,3 %	T2 2016	Pôle emploi, Dares
<i>Sorties</i>	31 830	T3 2016	-4,9 %	T2 2016	Pôle emploi, Dares
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié marchand	263 338	Fin T2 2016	+1 202	Fin T1 2016	Insee
<i>Industrie y compris intérim</i>	31 350	Fin T2 2016	- 253	Fin T1 2016	Insee, Dares
<i>Construction y compris intérim</i>	23 138	Fin T2 2016	+ 46	Fin T1 2016	Insee, Dares
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	208 528	Fin T2 2016	+1 339	Fin T1 2016	Insee, Dares
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion (CUI)	1 139	T2 2016	- 14	T2 2015	ASP
Stock de bénéficiaires de CUI	3 704	Fin T2 2016	+ 294	Fin T2 2015	ASP
Embauches en emploi d'avenir	186	T2 2016	- 14	T2 2015	ASP
Stock de bénéficiaires d'emplois d'avenir	1 349	Fin T2 2016	+ 29	Fin T2 2015	ASP
Aides à l'embauche en contrat de génération	56	T2 2016	-16	T2 2015	Pôle emploi
Stock des aides à l'embauche en contrat de génération	594	Fin T2 2016	+ 291	Fin T2 2015	Pôle emploi
Contrats d'apprentissage	676	Campagne juin 2016 - août 2016	+ 152	Campagne juin 2015 - août 2015	Dares, Direccte Paca

Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Taux de chômage

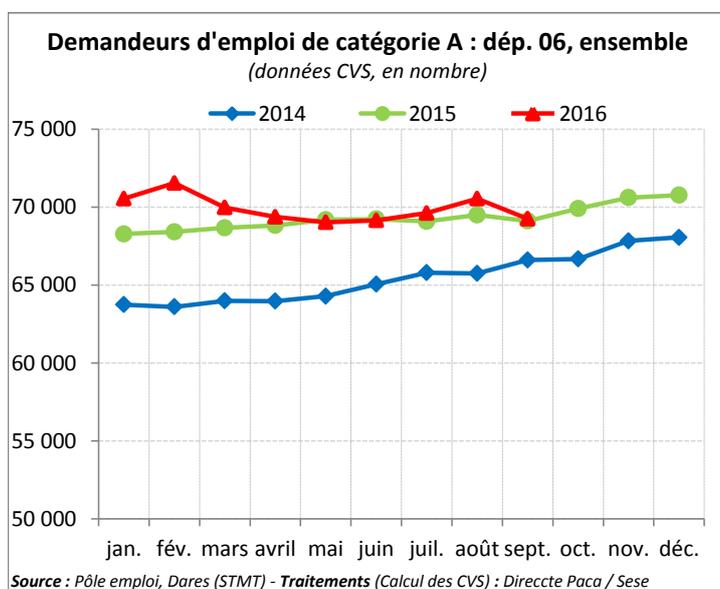


- Au T2 2016, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,3 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,3 point. Sur un an, il diminue de 0,5 point.

- En Paca, le taux de chômage s'établit à 11,1 % de la population active au T2 2016. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,3 point. Sur un an, il diminue de 0,6 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,6 % de la population active au T2 2016. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,3 point. Sur un an, il diminue de 0,5 point.

Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi



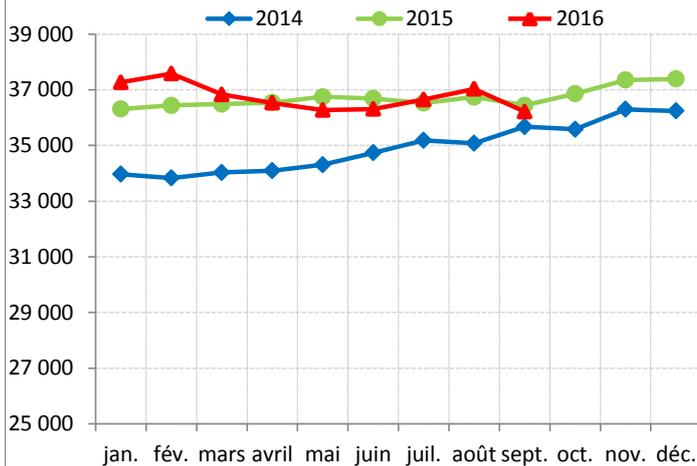
- Fin septembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 69 250. Par rapport à fin juin 2016, il est en hausse de 0,1 % (+ 99 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,2 % (+ 142 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 321 670 fin septembre 2016, soit une hausse de 0,2 % par rapport à fin juin 2016 (+ 614 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,2 % sur un an (- 795 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 490 500 fin septembre 2016, soit une baisse de 1,0 % par rapport à fin juin 2016 (-35 200 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,7 % sur un an (-59 500 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, hommes
(données CVS, en nombre)



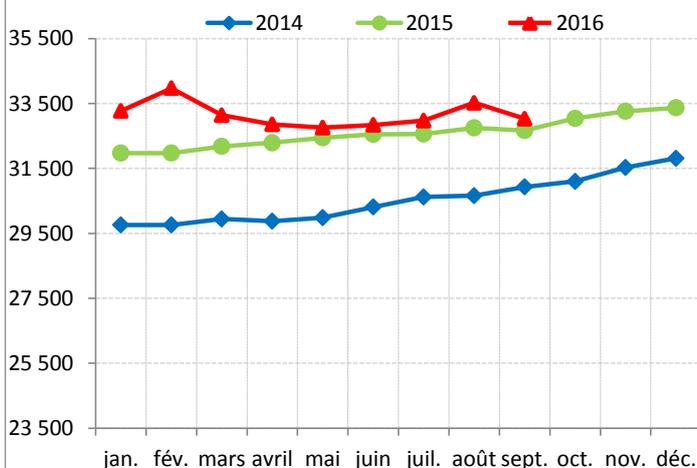
Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin septembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 36 220. Par rapport à fin juin 2016, il est en baisse de 0,3 % (- 94 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,6 % (- 220 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 168 690 fin septembre 2016, soit une stabilité par rapport à fin juin 2016 (- 54 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,0 % sur un an (-1 687 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 831 600 fin septembre 2016, soit une baisse de 1,2 % par rapport à fin juin 2016 (-23 100 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,2 % sur un an (-41 400 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, femmes
(données CVS, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

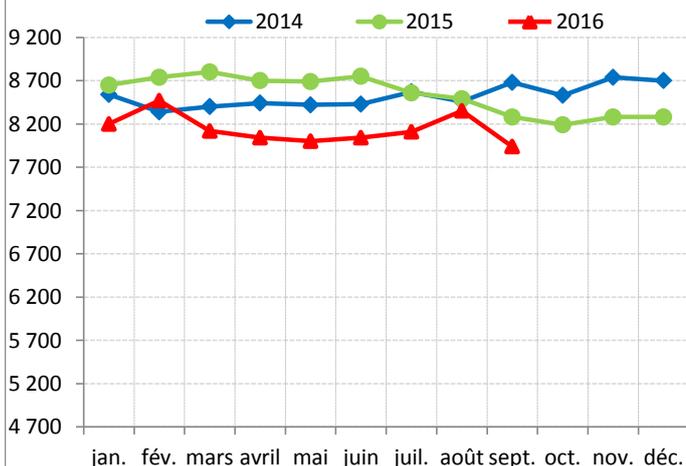
- Fin septembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 33 030. Par rapport à fin juin 2016, il est en hausse de 0,6 % (+ 192 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,1 % (+ 362 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 152 980 fin septembre 2016, soit une hausse de 0,4 % par rapport à fin juin 2016 (+ 667 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,6 % sur un an (+ 892 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 658 900 fin septembre 2016, soit une baisse de 0,7 % par rapport à fin juin 2016 (-12 100 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,1 % sur un an (-18 100 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégorie A, par âge

Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, moins de 25 ans
(données CVS, en nombre)

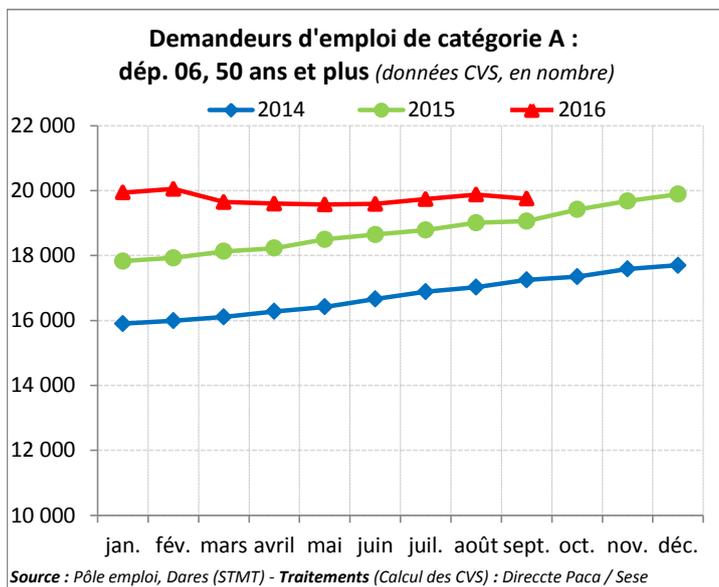


Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin septembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 7 940. Par rapport à fin juin 2016, il est en baisse de 1,2 % (- 98 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 4,1 % (- 342 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 41 260 fin septembre 2016, soit une baisse de 2,1 % par rapport à fin juin 2016 (- 900 demandeurs d'emploi) et une diminution de 4,5 % sur un an (-1 942 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 491 000 fin septembre 2016, soit une baisse de 4,0 % par rapport à fin juin 2016 (-20 400 demandeurs d'emploi) et une diminution de 7,0 % sur un an (-37 000 demandeurs d'emploi).

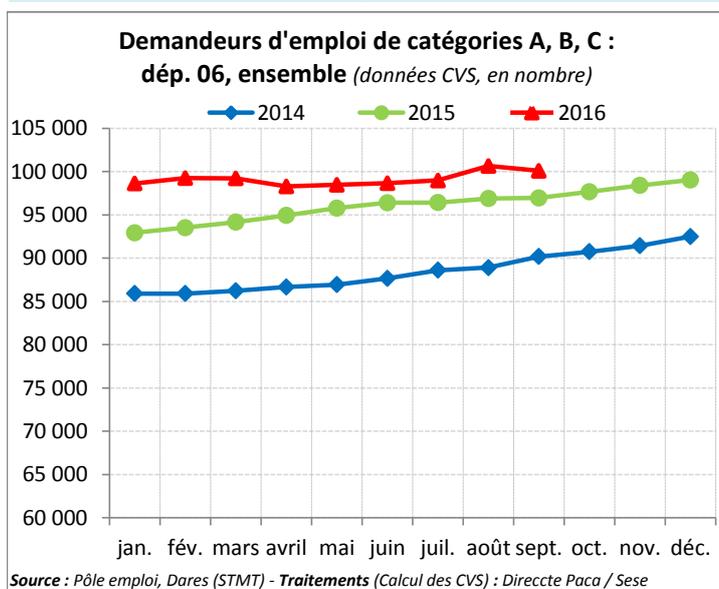


- Fin septembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 19 750. Par rapport à fin juin 2016, il est en hausse de 0,8 % (+ 163 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,6 % (+ 689 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 85 280 fin septembre 2016, soit une hausse de 1,2 % par rapport à fin juin 2016 (+1 025 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,7 % sur un an (+3 033 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 893 000 fin septembre 2016, soit une hausse de 0,8 % par rapport à fin juin 2016 (+6 900 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,4 % sur un an (+20 900 demandeurs d'emploi).

Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi

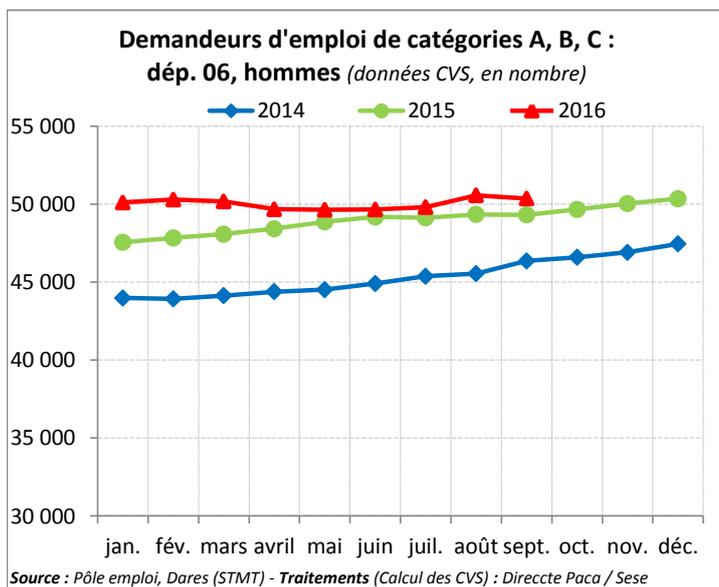


- Fin septembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 100 090. Par rapport à fin juin 2016, il est en hausse de 1,5 % (+1 443 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,2 % (+3 137 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 477 740 fin septembre 2016, soit une hausse de 1,4 % par rapport à fin juin 2016 (+6 621 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,7 % sur un an (+12 334 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 480 200 fin septembre 2016, soit une hausse de 0,8 % par rapport à fin juin 2016 (+45 600 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,0 % sur un an (+54 700 demandeurs d'emploi).

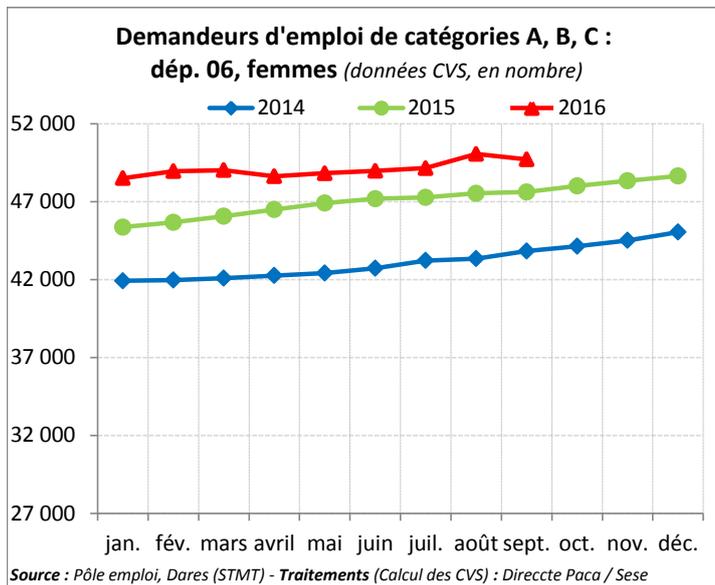
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- Fin septembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 50 370. Par rapport à fin juin 2016, il est en hausse de 1,4 % (+ 709 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,1 % (+1 039 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 240 080 fin septembre 2016, soit une hausse de 1,4 % par rapport à fin juin 2016 (+3 206 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,9 % sur un an (+4 455 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 716 500 fin septembre 2016, soit une hausse de 0,7 % par rapport à fin juin 2016 (+18 000 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,3 % sur un an (+7 200 demandeurs d'emploi).

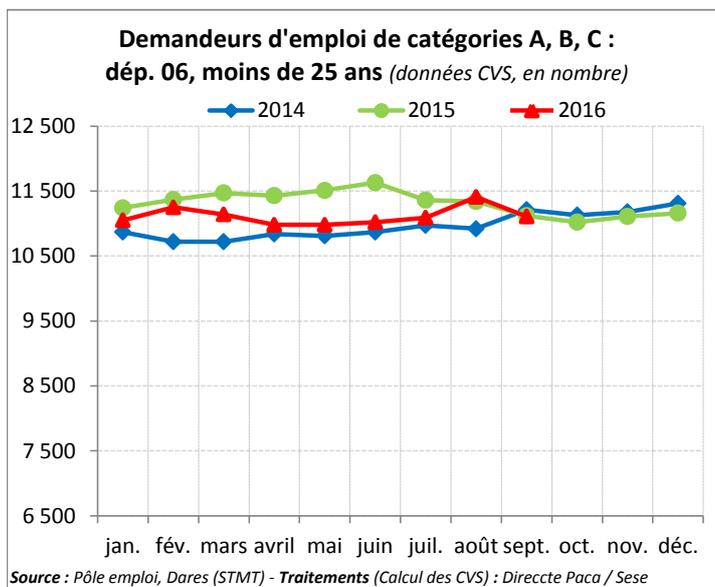


- Fin septembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 49 720. Par rapport à fin juin 2016, il est en hausse de 1,5 % (+ 734 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 4,4 % (+2 098 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 237 660 fin septembre 2016, soit une hausse de 1,5 % par rapport à fin juin 2016 (+3 415 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,4 % sur un an (+7 879 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 763 700 fin septembre 2016, soit une hausse de 1,0 % par rapport à fin juin 2016 (+27 600 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,7 % sur un an (+47 500 demandeurs d'emploi).

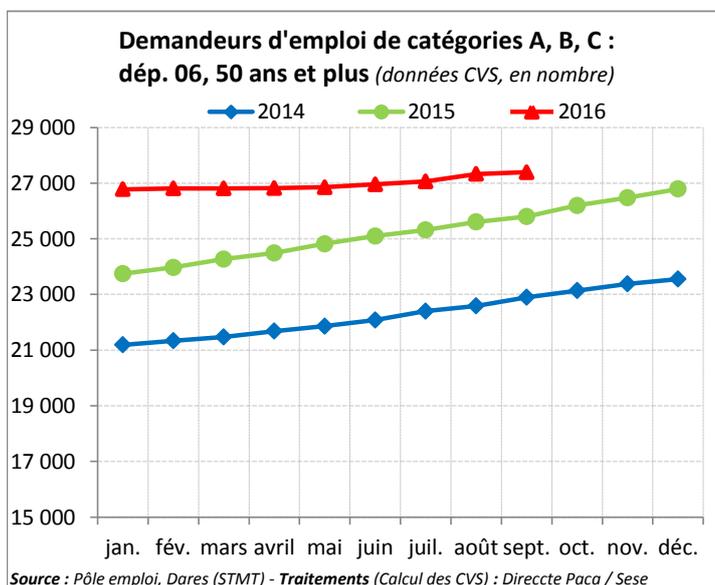
Demands d'emploi de catégories A, B, C par âge



- Fin septembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 11 110. Par rapport à fin juin 2016, il est en hausse de 0,8 % (+ 84 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 0,1 % (-12 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 60 250 fin septembre 2016, soit une hausse de 0,2 % par rapport à fin juin 2016 (+ 107 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,7 % sur un an (- 438 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 764 000 fin septembre 2016, soit une baisse de 1,1 % par rapport à fin juin 2016 (-8 200 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,7 % sur un an (-29 200 demandeurs d'emploi).

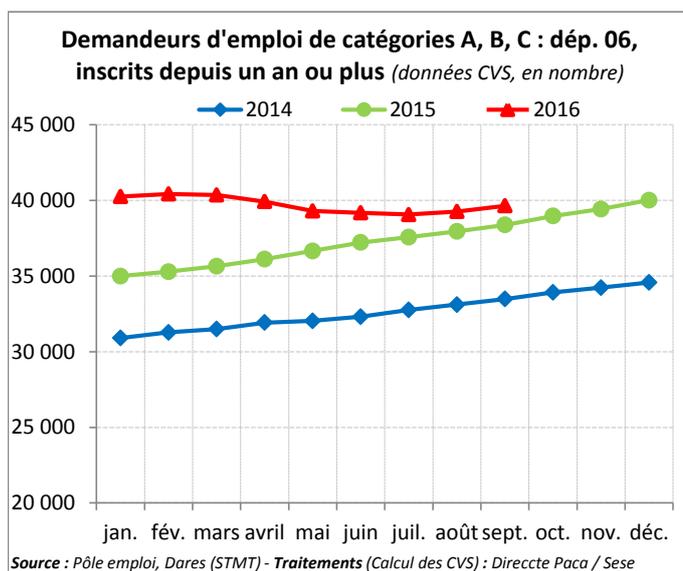


- Fin septembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 27 390. Par rapport à fin juin 2016, il est en hausse de 1,6 % (+ 432 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 6,2 % (+1 597 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 120 540 fin septembre 2016, soit une hausse de 2,0 % par rapport à fin juin 2016 (+2 406 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,2 % sur un an (+7 003 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 310 900 fin septembre 2016, soit une hausse de 1,7 % par rapport à fin juin 2016 (+22 400 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,7 % sur un an (+59 000 demandeurs d'emploi).

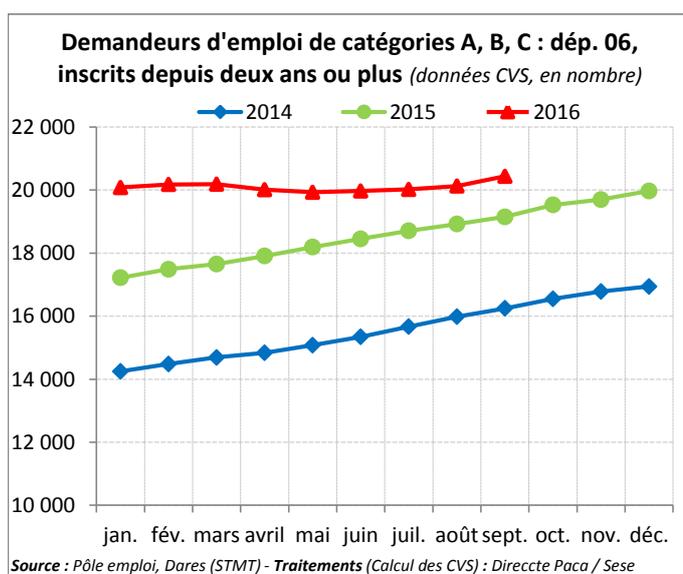
Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- Fin septembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 39 640. Par rapport à fin juin 2016, il est en hausse de 1,2 % (+ 468 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,3 % (+1 260 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 198 520 fin septembre 2016, soit une baisse de 0,3 % par rapport à fin juin 2016 (- 680 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,5 % sur un an (+1 003 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 415 500 fin septembre 2016, soit une baisse de 0,6 % par rapport à fin juin 2016 (-13 700 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,5 % sur un an (-11 300 demandeurs d'emploi).



- Fin septembre 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 20 440. Par rapport à fin juin 2016, il est en hausse de 2,4 % (+ 471 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 6,7 % (+1 287 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 106 460 fin septembre 2016, soit une hausse de 0,7 % par rapport à fin juin 2016 (+ 690 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,1 % sur un an (+3 231 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 353 000 fin septembre 2016, soit une hausse de 0,5 % par rapport à fin juin 2016 (+6 800 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,1 % sur un an (+28 300 demandeurs d'emploi).

Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS)

	T3 2016	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	32 710	-1,3	10,6
Paca	150 800	-2,2	13,2
France métro.	1 683 600	1,9	12,6

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS) : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T3 2016, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 1,3 % par rapport au T2 2016. Sur un an, elles progressent de 10,6 %.

- En Paca, les entrées sont en baisse de 2,2 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les entrées sont en hausse de 1,9 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS)

	T3 2016	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	31 830	-4,9	9,4
Paca	147 020	-4,7	12,4
France métro.	1 631 000	-1,9	12,6

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS) : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T3 2016, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 4,9 % par rapport au T2 2016. Sur un an, elles progressent de 9,4 %.

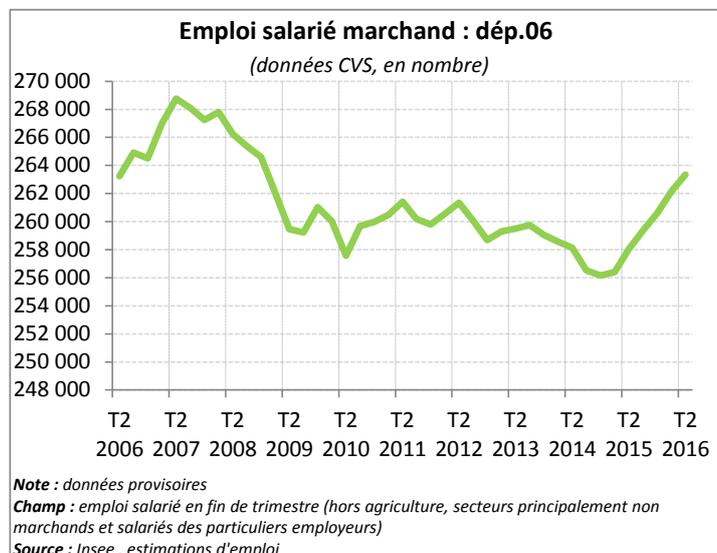
- En Paca, les sorties sont en baisse de 4,7 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les sorties sont en baisse de 1,9 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

Emploi

Emploi salarié marchand

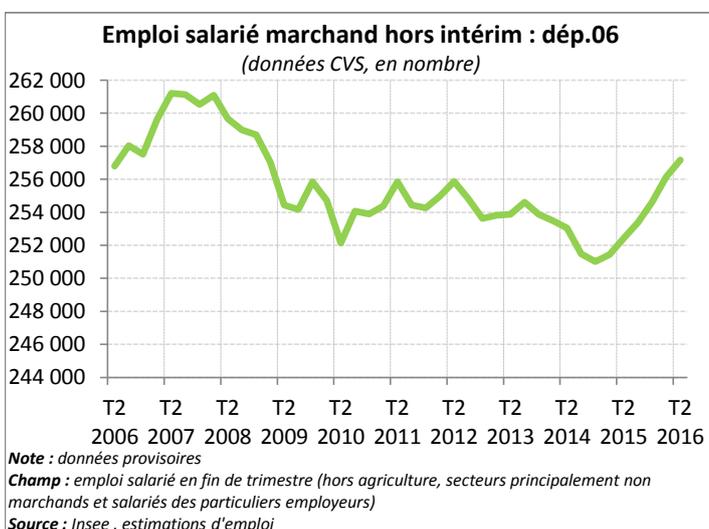
L'évolution de l'emploi salarié marchand s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.



- A la fin du T2 2016, les Alpes-Maritimes comptent 263 338 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 1 202 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,5 %) et 5 289 de plus qu'un an auparavant (+2,0 %).

- A la fin du T2 2016, Paca compte 1 124 801 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 5 912 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,5 %) et 17 053 de plus qu'un an auparavant (+1,5 %).

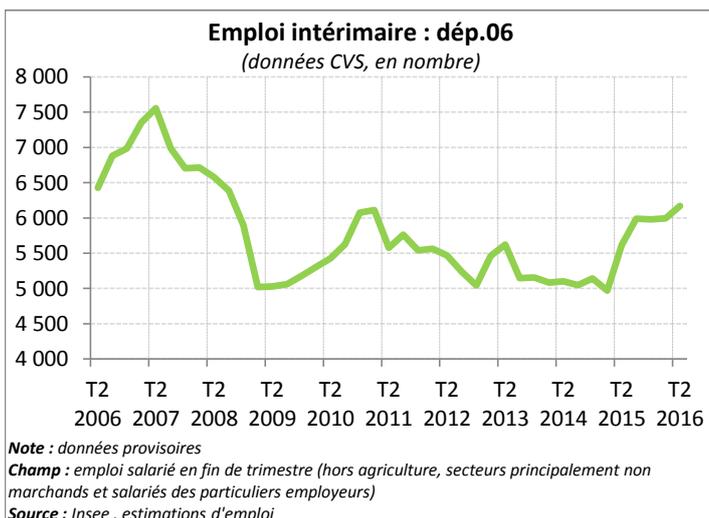
- A la fin du T2 2016, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 15 572 300. C'est 29 500 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 123 400 de plus qu'un an auparavant (+0,8 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 257 167 à la fin du T2 2016 dans les Alpes-Maritimes. C'est 1 022 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 4 737 de plus qu'un an auparavant (+1,9 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 1 086 915 à la fin du T2 2016. C'est 4 977 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,5 %) et 14 267 de plus qu'un an plus tôt (+1,3 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 14 986 390 à la fin du T2 2016. C'est 29 491 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 87 785 de plus qu'un an auparavant (+0,6 %).



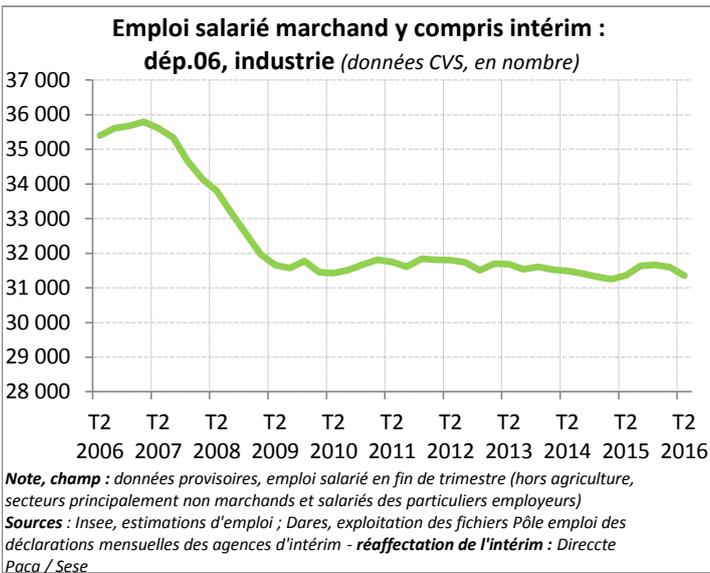
- A la fin du T2 2016, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 6 171 dans les Alpes-Maritimes. C'est 180 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+3,0 %) et 552 de plus qu'un an auparavant (+9,8 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 37 886 à la fin du T2 2016. C'est 935 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+2,5 %) et 2 786 de plus qu'un an auparavant (+7,9 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 585 910 à la fin du T2 2016. C'est 9 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,0 %) et 35 615 de plus qu'un an auparavant (+6,5 %).

Emploi salarié marchand, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

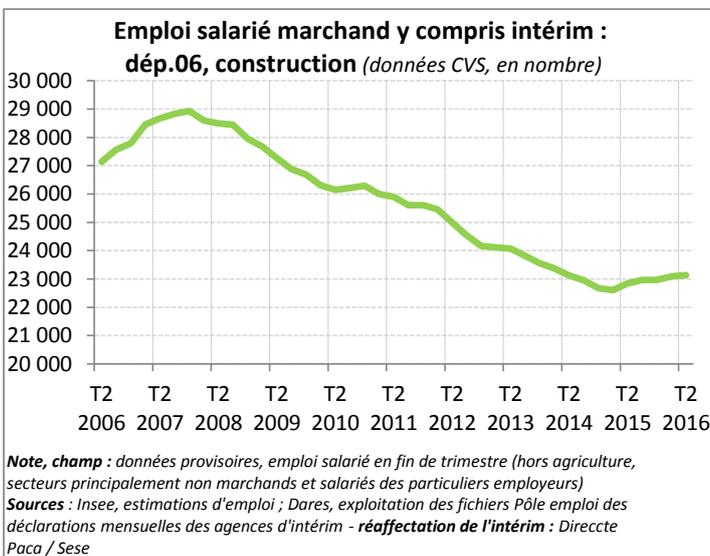
Afin de mieux apprécier les besoins totaux en ressources de main d'oeuvre par secteur d'activité, le Sese de la Direccte Paca a mis au point une méthode pour réaffecter les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. Celle-ci permet, comme pour l'emploi salarié total, de décomposer l'emploi salarié marchand par secteur d'activité entre, d'une part, l'emploi hors intérim et, d'autre part, l'emploi intérimaire.



- A la fin du T2 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 31 350. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 253 (-0,8 %) : -282 emplois hors intérim et +29 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 13 (-0,0 %).

- A la fin du T2 2016, Paca compte 164 786 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2016, ce nombre baisse de 465 (-0,3 %) : -466 emplois hors intérim et +1 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 357 (+0,2 %).

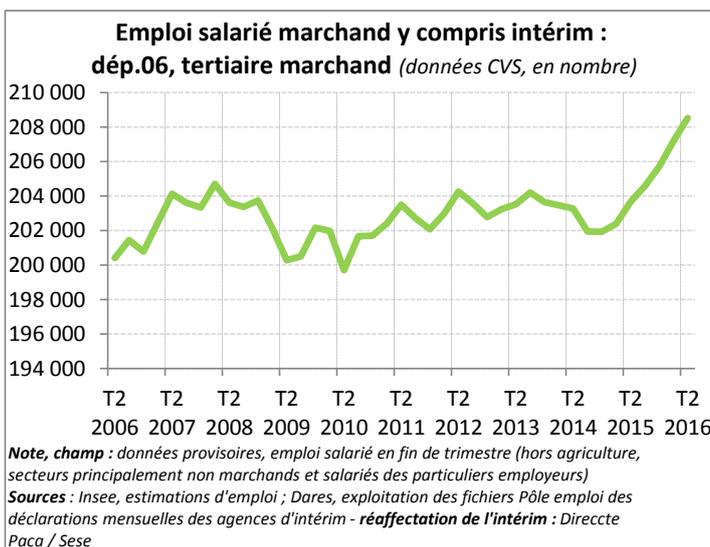
- A la fin du T2 2016, la France métropolitaine compte 3 360 200 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2016, ce nombre baisse de 12 900 (-0,4 %) : -9 500 emplois hors intérim et -3 388 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 21 900 (-0,6 %).



- A la fin du T2 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 23 138. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 46 (+0,2 %) : +134 emplois hors intérim et -88 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 300 (+1,3 %).

- A la fin du T2 2016, Paca compte 108 366 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2016, ce nombre augmente de 399 (+0,4 %) : +206 emplois hors intérim et +193 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 727 (+0,7 %).

- A la fin du T2 2016, la France métropolitaine compte 1 417 600 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2016, ce nombre baisse de 1 300 (-0,1 %) : -2 800 emplois hors intérim et +1 498 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 10 800 (-0,8 %).



- A la fin du T2 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 208 528. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 1 339 (+0,6 %) : +1 170 emplois hors intérim et +169 intérimaires. Sur un an, il progresse de 4 872 (+2,4 %).

- A la fin du T2 2016, Paca compte 850 130 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2016, ce nombre augmente de 5 859 (+0,7 %) : +5 237 emplois hors intérim et +622 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 15 600 (+1,9 %).

- A la fin du T2 2016, la France métropolitaine compte 10 779 900 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T1 2016, ce nombre augmente de 44 000 (+0,4 %) : +41 800 emplois hors intérim et +2 137 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 154 400 (+1,5 %).

Politiques d'aide à l'emploi

Contrats uniques d'insertion (CUI)

Embauches en CUI (y compris reconductions)

		T2 2016	T2 2015
Dép. 06	CUI	1 139	1 153
	CUI-CAE (non marchands)	994	904
	CUI-CIE (marchands)	145	249
Paca	CUI	8 783	6 941
	CUI-CAE (non marchands)	7 388	5 348
	CUI-CIE (marchands)	1 395	1 593
France métro.	CUI	77 360	69 339
	CUI-CAE (non marchands)	54 538	46 306
	CUI-CIE (marchands)	22 822	23 033

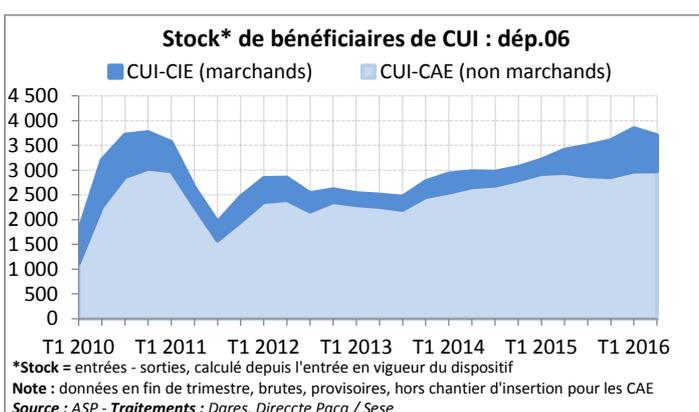
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors chantier d'insertion pour les CAE

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T2 2016, dans les Alpes-Maritimes, 1 139 CUI sont signés ou reconduits, soit 14 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 8 783 CUI sont signés ou reconduits au cours du T2 2016, soit 1 842 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 77 360 CUI sont signés ou reconduits au cours du T2 2016, soit 8 021 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T2 2016, les Alpes-Maritimes comptent 3 704 bénéficiaires de CUI (dont 80 % dans le secteur non marchand), soit 294 de plus que l'année précédente.

- En Paca, 26 140 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T2 2016, soit 3 564 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 294 807 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T2 2016, soit 43 342 de plus qu'un an auparavant.

Emplois d'avenir (EAV)

Embauches en emploi d'avenir (y compris reconductions)

		T2 2016	T2 2015
Dép. 06	EAV	186	200
	EAV non marchands	131	129
	EAV marchands	55	71
Paca	EAV	1 306	1 384
	EAV non marchands	976	997
	EAV marchands	330	387
France métro.	EAV	15 679	16 294
	EAV non marchands	11 705	11 569
	EAV marchands	3 974	4 725

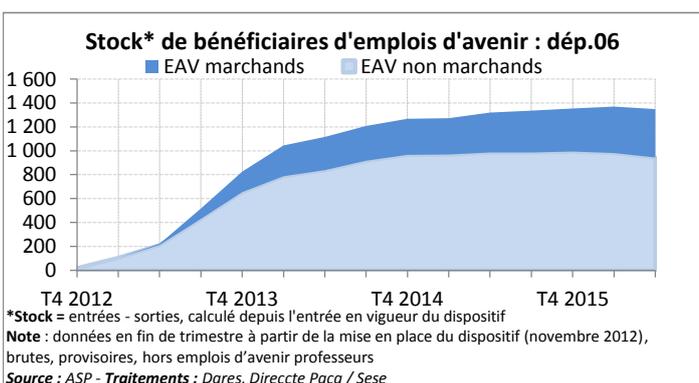
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors emplois d'avenir professeurs

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T2 2016, dans les Alpes-Maritimes, 186 emplois d'avenir sont signés ou reconduits, soit 14 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 1 306 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T2 2016, soit 78 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 15 679 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T2 2016, soit 615 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T2 2016, les Alpes-Maritimes comptent 1 349 bénéficiaires d'emplois d'avenir (dont 70 % dans le secteur non marchand), soit 29 de plus que l'année précédente.

- En Paca, 10 043 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T2 2016, soit 112 de moins qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 113 069 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T2 2016, soit 412 de plus qu'un an auparavant.

Contrats de génération

Aides à l'embauche en contrat de génération

	T2 2016	T2 2015
Dép. 06	56	72
Paca	131	200
France métro.	2 038	2 804

Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; la localisation des contrats de génération se fait à partir de l'adresse de l'établissement déclarant et non pas à partir de l'adresse du jeune

Champ : ensemble des demandes acceptées (entreprises de moins de 300 salariés)

Source : Pôle emploi - **Traitements** : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T2 2016, dans les Alpes-Maritimes, 56 embauches en contrat de génération sont réalisées, soit 16 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 131 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T2 2016, soit 69 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 2 038 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T2 2016, soit 766 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

Stock des aides à l'embauche en contrat de génération

	T2 2016	T2 2015
Dép. 06	594	303
Paca	2 242	1 360
France métro.	33 766	22 454

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires ; la localisation des contrats de génération se fait à partir de l'adresse de l'établissement déclarant et non pas à partir de l'adresse du jeune

Champ : ensemble des demandes acceptées (entreprises de moins de 300 salariés)

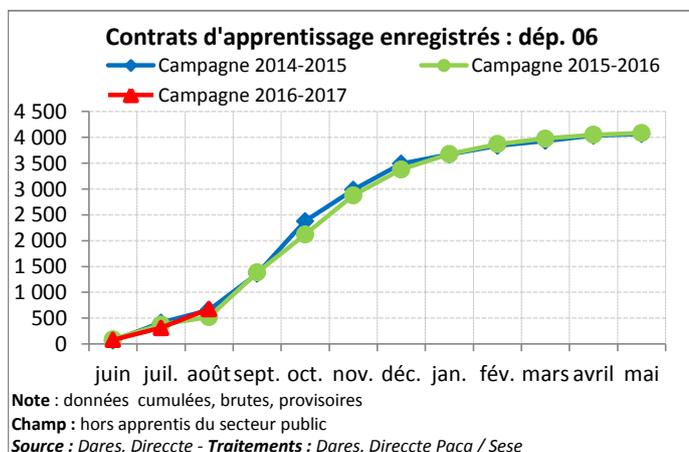
Source : Pôle emploi - **Traitements** : Dares, Direccte Paca / Sese

- A la fin du T2 2016, les Alpes-Maritimes comptabilisent 594 contrats de génération encore en cours, soit 291 de plus sur un an.

- En Paca, on comptabilise 2 242 contrats de génération encore en cours, soit 882 de plus sur un an.

- En France métropolitaine, on comptabilise 33 766 contrats de génération encore en cours, soit 11 312 de plus sur un an.

Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juin 2016 à août 2016, les Alpes-Maritimes enregistrent 676 contrats d'apprentissage, soit 152 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 3 478 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2016 à août 2016, soit 26 de moins qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 49 191 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2016 à août 2016, soit 70 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Contrats de professionnalisation

Avertissement : suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des contrats de professionnalisation sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Définitions : chômage et demande d'emploi

-Le **taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

-Le nombre de **demandeurs d'emploi** est mesuré tous les mois par Pôle emploi et la Dares. Les demandeurs d'emploi sont présentés selon un regroupement en cinq catégories :

- catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Enfin, alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc. **Les évolutions mensuelles des séries des demandeurs d'emploi corrigées des variations saisonnières (CVS) sont donc à interpréter avec prudence et peuvent parfois différer de la tendance de moyen terme des séries ; les évolutions sur trois mois sont à privilégier pour obtenir une information sur la tendance de moyen terme.**

Définitions : Emploi

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee sont calculées sur le champ des secteurs marchands hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité, le Sese de la Direccte Paca a réaffecté les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentées dans cette synthèse sont différentes de celles publiées par l'Insee, qui classe l'intérim exclusivement dans le secteur des services marchands.

Pour effectuer cette réaffectation, le Sese a mis au point une méthode, inspirée de celle de la Direccte Nord-Pas-de-Calais, qui est explicitée dans l'encadré en page 3 de la Note de conjoncture n°2. Cette méthode consiste à désaisonnaliser, pour chaque secteur d'activité, les séries départementales du nombre de contrats intérimaires en cours en fin de mois à l'agence d'intérim produites par la Dares, puis pour chaque département, à calculer la part que représente chaque secteur dans le nombre total de contrats intérimaires en cours en fin de mois. Ces proportions sont ensuite appliquées à la série régionale d'intérim co-produite par l'Insee et la Dares. On obtient ainsi une série d'effectifs intérimaires corrigée des variations saisonnières, ventilée par secteur d'activité et par département, cohérente avec les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee. Les effectifs intérimaires au niveau de la région sont obtenus en sommant les effectifs départementaux. En ajoutant ces effectifs à ceux hors intérim diffusés par l'Insee, on obtient enfin une nouvelle série d'emploi salarié où chaque intérimaire est réaffecté à son secteur d'activité employeur. Ce sont ces données qui sont analysées dans la présente synthèse.

Attention : du fait de ce mode d'élaboration, l'addition des effectifs salariés des trois secteurs d'activité ne correspond pas exactement au nombre total d'emplois salariés, car celui-ci comprend aussi les intérimaires des secteurs de l'agriculture et du tertiaire non marchand qui, par définition, ne sont réaffectés ni à l'industrie, ni à la construction, ni au tertiaire marchand.

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

- Les **Contrats uniques d'insertion** (CUI) : entrés en vigueur le 1er janvier 2010, ces contrats de travail visent à favoriser l'insertion professionnelle des personnes sans emploi qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi. Ils concernent notamment les demandeurs d'emploi de longue durée, de 50 ans et plus et les bénéficiaires de minima sociaux. Ils se déclinent en deux volets : le Contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand, et le Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand. Ce dernier secteur est privilégié par les pouvoirs publics compte tenu d'un plus fort impact de ces contrats sur le niveau d'emploi (à la hausse) et de chômage (à la baisse) que le secteur marchand, où les effets d'aubaine et de substitution sont plus marqués.

La signature d'un CUI ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le volume de ces contrats est déterminé semestriellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). Paca représente ainsi autour de 8 % de l'enveloppe financière nationale.

- Les **Emplois d'avenir** : ils sont une forme spécifique du Contrat unique d'insertion, destinés aux jeunes sans emploi de 16 à 25 ans et aux personnes handicapées de moins de 30 ans, peu ou pas qualifiés, ou résidant dans des zones urbaines sensibles ou de revitalisation rurale. Créés en novembre 2012, ils ont pour objectif de proposer à ces jeunes des solutions d'emploi et de leur ouvrir l'accès à une qualification pour favoriser leur insertion professionnelle. Comme pour le CUI, les employeurs du secteur non marchand (associations, collectivités, établissements publics) sont privilégiés par les orientations ministérielles.

- Les **contrats de génération** : entrés en vigueur le 1er mars 2013, ces contrats sont issus d'un accord unanime des partenaires sociaux. Ils visent à faciliter l'insertion durable des jeunes, à favoriser l'embauche ou le maintien dans l'emploi des salariés âgés et à encourager la transmission des compétences et des savoir-faire. Ils sont applicables à tous les employeurs du secteur privé, ainsi qu'aux établissements publics à caractère industriel et commercial de 300 salariés et plus. Les entreprises de 300 salariés et plus ne bénéficient toutefois d'aucune aide.

- Les **contrats d'apprentissage** : ces contrats de travail, d'une durée maximale de 3 ans, ont pour but de donner une formation générale, théorique et pratique, à des jeunes âgés de 16 à 25 ans ayant satisfait à l'obligation scolaire, afin qu'ils obtiennent une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié. Ils reposent sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en Centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

- Les **contrats de professionnalisation** : mis en place en 2005, ces contrats de travail, à durée déterminée ou indéterminée, permettent d'acquérir une qualification professionnelle reconnue par l'Etat ou la branche professionnelle, grâce à des périodes de formation théorique dispensée en centres de formation, ou par l'entreprise elle-même si elle dispose d'un service de formation. Ils s'adressent à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, aux personnes ayant bénéficié d'un Contrat unique d'insertion, ainsi qu'aux bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) ou de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH).

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières ⁽¹⁾
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Si les données sont brutes en revanche, et que l'indicateur possède un caractère saisonnier, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

- [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)
- [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)
- [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrice Russac

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccte.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccte.gouv.fr et Virginie Meyer virginie.meyer@direccte.gouv.fr